

Chapitre/Chapter 11

Pour une analyse socio-politique du mouvement antiguerre aux Etats-Unis aujourd'hui

Jim Cohen

Mon objectif dans ce travail sera d'examiner la structuration politique du mouvement antiguerre aux Etats-Unis en posant, par la même occasion, la question de l'efficacité du mouvement : dans quelle mesure a-t-il réussi ou pourra-t-il réussir à avoir un effet décisif sur les politiques de l'administration Bush en Irak, en Afghanistan et ailleurs ?

Même si je vise à atteindre un minimum de rigueur « scientifique » dans l'analyse du mouvement antiguerre actuel, mon objectif est également, autant le reconnaître d'emblée, instrumental et politique. Comme beaucoup d'autres aujourd'hui, je me pose la question suivante : de quelle sorte de mouvement contre la guerre avons-nous besoin ? Dans quelle mesure le mouvement qui existe correspond-il à ces critères ?

Il est important de préciser au départ de quel « lieu » je parle. Je suis originaire des Etats-Unis et j'habite en France depuis presque 30 ans. La distance géographique avec mon pays d'origine m'a permis, comme à d'autres, d'atteindre la distance critique indispensable pour mieux comprendre la société étatsunienne et son système politique. Le fait d'habiter en Europe, et dans une ville-carrefour comme Paris, m'aide à aborder dans une perspective internationaliste la question du rôle des Etats-Unis dans le monde.

Cela dit, je retourne aux Etats-Unis au moins une fois par an. Entre novembre 2005 et janvier 2006 j'y ai passé presque trois mois et j'ai eu l'occasion de rencontrer, à New York, à Washington et à San Francisco, quelques acteurs-clé du mouvement antiguerre. Il ne s'agit pas d'un échantillon représentatif, mais les entretiens¹ que j'ai pu avoir m'ont aidé à concrétiser ma vision du mouvement antiguerre « réellement existant ».

Mon analyse du mouvement n'est pas neutre et ne prétend à aucun statut scientifiquement privilégié. Ce que j'ai à dire sur le sujet relève d'abord et avant tout du débat public.

Mouvement « antiguerre », mouvement « pacifiste » ?

Dans le titre de ce colloque il est question des mouvements *pacifistes* aux Etats-Unis et en France. Je préfère cependant utiliser les expressions « mouvement antiguerre » ou « *mouvement pour la paix* », qui indiquent qu'on se bat contre des guerres concrètes, mais pas nécessairement contre toute forme de violence armée en général et dans toutes les circonstances.

Il est vrai que je suis réticent à qualifier mon activité antiguerre de pacifiste. En France, je suis membre du groupe « Américains contre la guerre » (AAW) qui appartient à la coordination antiguerre de la région parisienne (une coalition de plusieurs partis, syndicats et associations).

¹ Entre autres : Leslie Cagan et Bill Dobbs, coalition antiguerre United for Peace and Justice, New York, début novembre 2005 ; Phyllis Bennis, Institute for Policy Studies, Washington, novembre 2005 ; Medea Benjamin, Global Exchange et CodePink (co-fondatrice), à San Francisco, fin novembre 2005 ; Pablo Paredes, objecteur de conscience et organisateur du mouvement antiguerre latino, à San Diego, décembre 2005.

Dans ce cadre, je suis amené à travailler beaucoup avec le Mouvement de la Paix, qui joue un rôle moteur dans cette coordination. Les amis de ce mouvement nous appellent les « pacifistes américains ». Mais le sommes-nous ? Pour certains d'entre nous c'est le cas par conviction, pour d'autres non.

Au sein du mouvement antiguerre étatsunien, on trouve des courants pacifistes et d'autres qui ne se définissent pas ainsi. Les deux tendances peuvent se retrouver, et se retrouvent en général, dans la lutte contre des guerres et des interventions militaires concrètes, en Irak, Afghanistan, en Colombie, en Iran peut-être, etc.

Les courants pacifistes incorporent les thèmes du pacifisme à leur travail quotidien, afin de combattre non seulement les guerres et les interventions en cours ou annoncées, mais la guerre et le militarisme en général. Il existe par exemple, plusieurs groupes, liés aux Quakers (*American Friends Service Committee* ou AFSC) qui font un travail de « contre-recrutement » qui consiste à convaincre les jeunes – non sans succès – d'envisager d'autres carrières que la carrière militaire. Il s'agit de détourner les jeunes non seulement des guerres concrètes en cours, mais d'un « style de vie » militaire plus généralement.

Cependant, la plupart des militants antiguerre que j'ai pu interviewer ou observer en action ne consacrent pas beaucoup d'énergie à la question de savoir si la guerre en général doit être abolie, puisque leur objectif principal, quotidien, consiste à essayer de mettre fin le plus vite possible aux guerres concrètes en cours.

Quant à moi, je me définis d'abord comme un militant antiguerre, contre des guerres concrètes et contre le système étatsunien et international qui les rend possibles. C'est un travail que je conçois comme relevant plus directement de la politique que de l'éthique humanitaire. Cependant, ces dernières années, en écoutant ou en lisant des militants antiguerre qui sont aussi des pacifistes, je me rapproche peu à peu d'une vision qu'on peut qualifier de pacifiste. Par exemple, en lisant l'historien Howard Zinn, et en l'écoutant (lors de sa visite en France en 2003), je suis plus de plus en plus sensible au rapport entre le militarisme au-delà des frontières nationales et le modèle social que les Etats promeuvent sur leur propre territoire. Je suis d'accord avec les pacifistes quand ils parlent de l'importance de fixer comme horizon le démantèlement de cette machine de guerre étatsunienne comme condition indispensable de la création d'une société socialement équilibrée. Peut-être suis-je un « demi-pacifiste », ou un pacifiste à 60 %. Le pacifisme représente pour moi un admirable idéal mais je ne suis pas sûr de pouvoir imaginer une époque historique où il n'y aurait aucune injustice violente susceptible de provoquer une contre-violence d'autodéfense. (Le débat serait long, je ne propose pas de le poursuivre ici...)

Mouvement social, mouvement politique

Je ne prétends pas ici fournir une analyse approfondie du mouvement antiguerre étatsunien aujourd'hui dans son rapport entre avec la société dans son ensemble. Ce qu'on peut dire de façon générale est que ce mouvement réussit, depuis plusieurs mois, à élargir sa base au-delà des milieux sociaux habituels : étudiants, intellectuels, artistes et militants professionnels. Depuis 2005, il est de plus en plus évident que ce mouvement inclut également des familles de militaires, des anciens combattants du Vietnam, du Golfe (1991) et de l'Irak. L'activité militante de Cindy Sheehan et de Fernando Suárez del Solar, parents de deux soldats tués en Irak en 2003, a réussi à attirer beaucoup plus d'attention médiatique que d'habitude à un mouvement qui est en phase avec l'opinion. En effet, les sondages effectués ces derniers mois montrent tous que plus de 60 % de l'opinion est maintenant convaincue que

cette guerre est un échec et que les sacrifices consentis par tant de soldats de leurs familles n'en valent pas la peine. S'il est vrai que les mobilisations contre la guerre n'ont pas actuellement (printemps 2006) l'ampleur des grandes manifestations du début de l'année 2003, il est également incontestable – même si beaucoup d'élus ne le comprennent pas encore – que cette guerre n'a plus le soutien de la majorité des citoyens.

Cependant, il faut se rendre à l'évidence que le mouvement antiguerre connaît encore des faiblesses qui freine son rayonnement dans la société étatsunienne. En termes ethno-raciaux ce mouvement ne ressemble pas encore tout à fait à la société, les citoyens de couleur y sont relativement peu nombreux. Les organisateurs des grandes coalitions antiguerre savent que la participation des noirs et des latinos est encore trop faible, mais ils font des efforts non négligeables pour intégrer ces groupes à leurs actions. Parmi d'autres initiatives on peut signaler la « Marche des Latinos pour la paix » entre Tijuana et San Francisco en mars 2006.

S'il est important de savoir comment le mouvement antiguerre se forge lui-même en tant que mouvement, il est tout aussi crucial, pour ceux qui ont pour objectif de mettre fin à la guerre en Irak, de connaître le rapport entre le mouvement social et la monde politique, c'est-à-dire, à la fois la sphère électorale et celle de la prise de décision politique.

Clivages au sein du mouvement

Pour répondre à cette question, il est indispensable de mettre en lumière certains clivages politiques au sein du mouvement. Je ne les évoque pas par plaisir. Mon propos se veut plutôt constructif, car la mise en évidence de ces clivages peut nous aider à réfléchir à leurs raisons profondes et à savoir s'il s'agit de désaccords fondamentaux, irréductibles, ou bien de malentendus dépassables.

Je pense, pour ma part, que les deux affirmations sont vraies : ces clivages sont *en partie* dépassables et il me paraît très important d'essayer de les dépasser dans la mesure du possible par des arguments visant une meilleure entente entre courants fondamentalement compatibles compte tenu de l'importance des objectifs qu'ils doivent viser à atteindre ensemble.

De quels clivages s'agit-il ? Il s'agit principalement d'un désaccord à propos des rapports qu'il convient d'avoir avec les institutions politiques en place, les partis, et tout particulièrement avec le Parti démocrate, celui des deux grands partis qui prétend (parfois) être le parti du progrès, du mouvement, de la justice sociale, de l'égalité des chances, etc.

Voici les termes du problème : certains acteurs du mouvement antiguerre sont presque exclusivement centrés sur l'effort pour amener l'Etat – le Congrès, la présidence, etc. – à changer de cap, à mettre fin par exemple à la guerre en Irak. Ces acteurs visent à exercer une influence aussi directe que possible sur la sphère de la prise de décisions. Ils s'emploient, par exemple, à faire signer des pétitions, à envoyer des fax ou à faire du lobbying auprès des élus les plus en mesure d'influencer les décisions qui les intéressent. D'autres courants affichent, en revanche, leur méfiance vis-à-vis de toutes les instances de prise de décisions et tous les espaces de représentation, à tel point qu'ils préfèrent ne pas s'y adresser directement mais rester à l'extérieur de la sphère politique. Ils préfèrent construire le mouvement antiguerre comme un mouvement d'opposition irréductible et préfèrent ainsi les manifestations de rue, les manifestes et les lettres ouvertes, les meetings publics, la promotion de procès contre les crimes de guerre, ainsi que des formes d'action directe visant à saboter la machine militaire.

Or, ce clivage est fondé sur des appréciations de ce que l'Etat US, et les Etats en général, peuvent faire et ne peuvent pas faire – dans quelle mesure, par exemple, l'Etat peut réorienter sa politique étrangère. Plus on est convaincu que le problème principal n'est pas immédiat mais profondément enraciné dans l'histoire et dans la nature de l'Etat – qu'il ne s'agit pas seulement de combattre telle guerre en particulier mais tout un système impérialiste, tout un complexe militaro-industriel, tout un système de relations et de comportements – plus on est persuadé qu'un changement vraiment radical est nécessaire et que des ambitions plus modestes sont nécessairement insuffisantes, voire futiles, et moins on sera porté à se battre pour des changements à l'intérieur des institutions politiques telles qu'elles sont, avec leurs mécanismes byzantins, leurs élus et fonctionnaires dont la vaste majorité sont très loin d'assumer consciemment et explicitement une opposition à l'impérialisme.

En revanche, plus votre esprit pratique vous suggère que l'objectif principal consiste à mettre fin à *cette guerre*, celle d'Irak ou d'Afghanistan par exemple, et que le langage de l'impérialisme est trop connoté et trop polémique pour pouvoir être compris par un large public étatsunien, plus vous serez porté à formuler des objectifs pragmatiques axés sur l'effort pour amener les personnes au pouvoir à changer de politique, à retirer les troupes d'Irak par exemple, ou à réduire ou stopper le financement de l'intervention – même si de telles actions ne passent pas par une remise en cause radicale du système en place, et même si certains de vos alliés de circonstance ont été pour la guerre jusqu'à une époque récente.

Ce clivage explique une partie non négligeable des débats et des querelles politiques au sein du mouvement antiguerre d'aujourd'hui. Voilà pourquoi certains groupes au sein du mouvement ont le plus grand mal à travailler ensemble.

Ce clivage est en partie réel et en partie artificiel. En partie réel, parce qu'il reflète des polarisations qu'on retrouve dans beaucoup de pays entre gauches modérées et gauches plus radicales. En partie artificiel cependant, puisqu'il repose en partie, à mon avis, sur des malentendus, des fausses polarisations, sur l'incapacité des uns et/ou des autres à comprendre qu'on peut travailler ensemble, forger une unité sur la base d'objectifs communs.

Je ne propose pas d'abolir cette contradiction d'un trait de plume, mais je propose en tout cas – et vous invite – à les relativiser. Car ce clivage ne n'épuise pas, heureusement, toute la richesse du mouvement antiguerre aux Etats-Unis. Certaines branches du mouvement qui ne se sentent pas très concernés par ce clivage, n'ont aucune raison de s'embêter avec ce genre de préoccupation, parce que dans leurs sphères d'intervention, ils ne sont pas obligés de se prononcer pour une ligne politique ou une autre.

Prenons, par exemple, le mouvement dit de « contre-recrutement » (*counter-recruitment*) – excellent exemple d'un type d'activité qui permet de concilier les idéaux du pacifisme avec un travail très quotidien et pratique d'opposition à la guerre. L'action consiste à persuader les jeunes de ne pas s'engager dans les forces armées. Il s'agit, bien entendu, non seulement de priver les forces armées de nouvelles recrues, mais aussi de parler avec eux des finalités de la force militaire, des difficultés et des risques de la carrière militaire, d'autres voies possibles pour avoir une vie professionnelle à la fois plus pacifique et plus enrichissante.

Prenons aussi l'exemple des mouvements des parents de soldats, dont Cindy Sheehan et Fernando Suárez font partie mais ils sont loin d'être seuls. Ces militants ne sont pas nécessairement engagés dans un travail pacifiste à proprement parler, mais ils font en tout cas un travail politique qui consiste à discréditer une guerre déterminée. On ne peut pas

sérieusement leur reprocher de ne pas être suffisamment anti-impérialistes dans leur message : ce sont d'abord des mouvements de parents de soldats, qui doivent parler le langage propre aux milieux qu'ils fréquentent et non le langage des militants d'extrême-gauche de Berkeley ou de New York.

Acteurs et courants du mouvement antiguerre

Le clivage dont j'ai parlé plus haut se manifeste dans l'interaction entre certains acteurs du mouvement antiguerre que j'ai récemment observés à l'œuvre aux Etats-Unis : 1) la coalition "ANSWER" (*Act Now to Stop War and End Racism*) ; 2) la coalition "United for Peace and Justice" (UFPJ) ; 3) les acteurs qui oeuvrent à l'intérieur du Parti démocrate pour mettre fin à la guerre en Irak, et tout particulièrement, ceux qui ont rejoint un nouveau pôle, créé en 2004, qui s'appelle *Progressive Democrats of America* (PDA) ; 4) le mouvement de femmes contre la guerre « Code Pink », créé par un groupe de militantes qui travaillent également avec l'organisation écologiste et altermondialiste *Global Exchange*.

Pour les militants d'ANSWER, il est crucial de montrer à tout moment les liens entre l'opposition à la guerre et l'opposition à l'impérialisme, mais aussi de démontrer le caractère systématique de l'impérialisme dans l'histoire des Etats-Unis. L'appui à la lutte de libération nationale palestinienne, qui pose des problèmes très particuliers aux Etats-Unis, est exprimé sans la moindre hésitation ou souci d'ordre « tactique ».

Personnellement, je ne suis pas hostile à cette forme de pédagogie politique et je pense qu'il est important de poser les problèmes à la racine plutôt que s'attaquer uniquement aux symptômes. Je n'hésite pas à reconnaître des liens, indirects mais réels, entre l'intervention en Irak et l'appui quasi inconditionnel des Etats-Unis à Israël contre les Palestiniens depuis 40 ans et à reconnaître au conflit israélo-palestinien une centralité dans les relations entre le monde arabo-musulman et les Etats-Unis. Faire progresser un débat sur ce sujet dans la société étatsunienne est une nécessité impérieuse.

Cependant je me pose des questions sur la réception de ce type de message dans la plupart des milieux sociaux et régions des Etats-Unis. La radicalité du langage d'ANSWER est beaucoup plus facilement comprise et acceptée par des étudiants ou des militants à Berkeley ou à Oakland que par des citoyens ordinaires de divers milieux sociaux en Géorgie ou dans le Missouri. Il me semble très important, pour ces autres publics moins sensibilisés à la question de l'impérialisme, de trouver un autre langage qu'ils seraient susceptibles de comprendre.

ANSWER² se présente comme une coalition large et mais en réalité c'est un mouvement dont le noyau organisationnelle est un parti, le *Workers' World Party*, qui préfère ne pas apparaître en tant que tel. Il est indéniable que la coalition ANSWER mobilise efficacement des manifestations de rue. Elle fait également des efforts louables pour incorporer dans le mouvement des groupes peu actifs jusqu'ici, des jeunes noirs et latinos par exemple. Elle prend très au sérieux sa mission de formation sur l'impérialisme. Mais ce groupe a néanmoins, à mon avis, du mal à comprendre la nécessité de s'adresser aussi à un public plus large en vue d'objectifs plus immédiats, plus modestes et moins radicaux que son « programme maximum ».

² Site web de la coalition ANSWER : http://www.pephost.org/site/PageServer?pagename=ANS_homepage

La coalition « United for Peace and Justice » peut se vanter d'une base sociale et politique beaucoup plus large : c'est une collection de plus de 1300 groupes de toutes les régions du pays qui adhèrent aux principes énoncés dans une déclaration de principes d'unité (« Statement of Unity »³). On y trouve des groupes locaux pour la paix, dont des groupes pacifistes et moins pacifistes ; des sections syndicales, des groupes liés à des églises – bref une très large gamme d'acteurs.

Les dirigeants de UFJP, à qui j'ai eu l'occasion de parler dans leurs bureaux à New York en novembre 2005, ne sont pas les derniers à analyser et à critiquer l'impérialisme. L'actuelle coordinatrice de la coalition, Leslie Cagan, est passée par le Parti communiste et le directeur national de communications, Bill Dobbs, est un des pionniers du mouvement gay. Leur analyse des fondements de l'ordre social et politique en place aux Etats-Unis, et de l'impérialisme, est aussi radicale que celle des animateurs d'ANSWER, mais ils ont à mon avis la capacité de parler un langage plus accessible à la population étatsunienne que celui d'ANSWER. Ils mènent une réflexion sur la manière de conquérir l'hégémonie dans l'opinion publique.

Il est impossible de mener une telle réflexion sans aborder la question du Parti démocrate et plus généralement du système partisan aux Etats-Unis. Le Parti démocrate n'est pas un parti politique au sens où l'on entend ce terme en Europe. Historiquement, c'est un appareil qui a pour vocation de recueillir des fonds et de recruter des candidats. Le programme politique joue un rôle très mineur dans la vie du parti. Il n'est pas difficile de démontrer que dans ses sommets, ce parti est lié aux intérêts du grand capital, qu'il n'est pas et ne sera sans doute jamais un parti de gauche, encore moins un moteur de la transformation sociale.

Et pourtant, on peut se demander si le mouvement antiguerre peut avancer s'il abandonne le terrain de la politique électorale tel qu'il est. En novembre 2005 j'ai évoqué cette question dans une conversation avec Medea Benjamin, co-fondatrice de l'organisation altermondialiste « Global Exchange » et du mouvement de femmes antiguerre « Code Pink », dans son bureau à San Francisco. Je lui ai demandé quelle importance elle accordait à l'action du mouvement antiguerre en direction du Congrès. Elle m'a répondu en substance que l'argent est le nerf de la guerre et que si l'on veut affaiblir une politique d'intervention militaire et d'occupation, on a tout intérêt à lui faire couper son financement, et pour cela il n'y a pas le choix : il faut faire très attention à ce qui se passe au Congrès, parce que c'est là qu'on décide de financer ou non les guerres dont le président prend l'initiative.

En général, et c'est le moins qu'on puisse dire, le Parti démocrate est très « mou » dans son opposition à la guerre. Seule une poignée d'élus démocrates de la Chambre des représentants (20 ? 30 ?) s'intéresse vraiment à un retrait des troupes d'Irak et cherche le moyen de faire avancer cet objectif dans l'ordre du jour du Congrès.

L'opposition à la guerre, dans les milieux du Congrès, se fait rarement pour les raisons qu'on aimerait imaginer quand on est pacifiste ou anti-impérialiste. Cette opposition est souvent pragmatique : la guerre coûte trop cher, elle affaiblit trop les forces armées, le soutien à cette guerre n'est pas payante sur le plan électoral, etc.

Le regroupement d'élus et de militants sous l'étiquette *Progressive Democrats of America* (PDA) représente un défi modeste mais réel aux dirigeants plus conservateurs du Parti

³ UFJP Statement of Unity : <http://unitedforpeace.org/article.php?id=1737>

démocrate. PDA se présente⁴ comme un groupe qui met en œuvre une stratégie « *inside-outside* » : ils travaillent à la fois au sein du Parti démocrate et à l'extérieur de ce parti de manière à faire pression sur lui, y compris, dans certains contextes locaux, en soutenant des candidats d'autres partis, les Verts par exemple. Politiquement, PDA se situe très pragmatiquement à gauche et s'efforce de promouvoir l'opposition à la guerre au sein du Congrès. Dans les prises de position diffusées sur son site web, PDA prône un règlement équitable du conflit israélo-palestinien, en osant donc s'exprimer sur une question qui exige un certain courage politique. PDA ne changera pas de fond en comble le Parti démocrate mais il représente un effort plus conséquent que d'habitude pour sortir les Démocrates de leur ornière en définissant une autre voie politique.

Il est certain, encore une fois, qu'en dernière analyse le Parti démocrate servira toujours le système socio-économique en place. Pourtant il y a une frange d'élus qui contribue réellement au mouvement antiguerre avec ses votes et avec sa volonté de porter en permanence un débat parmi les élus. On pourrait certes imaginer une approche plus radicale, mais les initiatives des Démocrates progressistes me paraissent néanmoins dignes d'être soutenues. Dans certains contextes locaux, le Parti démocrate est le meilleur véhicule disponible pour des courants et des candidatures d'opposition. Ce n'est évidemment pas le cas partout.

Le sens du concret

Une dépêche de l'agence de presse Knight-Ridder datée du 5 avril 2006 permet de comprendre où en est le débat sur la guerre au Congrès :

« Le Sénateur [John] Kerry a essayé de convaincre ses collègues de voter pour une date-limite du 15 mai pour le retrait des troupes d'Irak, à moins qu'un gouvernement d'unité ne soit formé. Et même si un tel gouvernement est formé, Kerry a plaidé pour un retrait complet d'ici la fin de l'année. Cette proposition d'une double date-limite fait de Kerry le plus influent des Démocrates plaidant pour un retrait rapide.

Par ailleurs, trois Républicains de la Chambre des Représentants ont apporté leur soutien à une résolution en faveur d'un débat sans limite de temps sur l'Irak. Bien qu'ils manquent les voix nécessaires pour imposer un tel débat, une coalition de 40 groupes militants antiguerre organise une campagne nationale pour que l'opinion soutienne une telle résolution. La campagne cible les élus du Congrès juste au moment où ils rentrent dans leurs circonscriptions pour la relâche de Pâques pour écouter leurs électeurs. Les élus républicains ont peur de perdre leur majorité au Congrès en novembre.

Les citoyens ordinaires (grassroots America) voient désormais la guerre en Irak d'un mauvais œil, selon les sondages. Cette semaine les résidents de 24 municipalités du Wisconsin ont voté des résolutions en faveur d'un retrait immédiat des troupes d'Irak, tandis que les électeurs de huit municipalités ont rejeté un tel appel.

Aucun de ces faits ne changera seul la politique irakienne de l'administration Bush. Mais pris ensemble, ils suggèrent que la politique antiguerre s'intensifie et que Washington est peut-être en train de rattraper le sentiment antiguerre qui existe dans tout le pays. Le stratège républicain Frank Luntz a déclaré : « Tout cela rend les Républicains au Congrès plus nerveux et donne du courage aux Démocrates ».

La majorité de l'opinion s'est tournée contre la guerre il y a plusieurs mois. Un sondage Gallup récent effectué pour CNN et USA Today montre que 19 % des Américains veulent que les troupes partent immédiatement et 35 % veulent qu'ils partent avant la fin de

⁴ Site web de PDA : <http://www.pdamerica.org/>

l'année. Les Américains deviennent plus pessimistes : 51 % pensent que les Etats-Unis perdent du terrain contre les insurgés en Irak selon une enquête récente du Pew Research Center, contre 38 % en janvier. 70 % pensent que Bush manque d'un plan concret pour arriver à la victoire. »

Le mouvement antiguerre aux Etats-Unis fait des progrès dans l'opinion, lents mais persistants. Au début de la guerre, en 2003, de nombreux commentateurs ont fait remarquer que le mouvement antiguerre avait pris des longueurs d'avance par rapport au mouvement contre la guerre au Vietnam, puisque dès *avant* la guerre (fin 2002-début 2003), il avait réalisé d'énormes mobilisations de rue aux Etats-Unis et dans beaucoup d'autres pays. Cependant, cet impressionnant mouvement international n'a pas été en mesure d'empêcher la guerre. Il n'a pas pu vaincre la détermination de l'administration Bush, poussée à l'époque à prendre des risques par une stratégie d'inspiration néoconservatrice, aujourd'hui en faillite. En s'appuyant sur les terribles faits sur le terrain, le mouvement a su contribuer à un malaise croissant par rapport à cette guerre. La base sociale du mouvement, nous l'avons vu, s'est élargie. Beaucoup de familles de militaires se demandent si le sacrifice en Irak en vaut la peine, elles sont nombreuses à penser que non et à exprimer leur déception et leur colère.

Cependant le mouvement souffre encore d'une grande faiblesse : il reste encore aujourd'hui, très largement, une collection de groupes locaux. Il est nombreux et potentiellement très puissant mais il reste assez dispersé. Cette dispersion va de pair avec un pluralisme politique, mais autant la dispersion est une faiblesse qui doit être vaincue, autant le pluralisme est à mon avis une caractéristique irréductible du mouvement.

Scott Ritter, ancien inspecteur d'armements en Irak et ancien électeur républicain, devenu un opposant déterminés à la guerre et à l'administration Bush, a récemment critiqué le mouvement antiguerre pour son incapacité à formuler une stratégie unifiée et rationnelle par rapport à ce qui devrait être, à son avis, l'objectif suprême et unique : mettre fin à la guerre⁵. A mon avis Ritter a en partie raison – le manque de coordination est une vraie faiblesse – mais son raisonnement ne tient pas compte des clivages politiques irréductibles au sein du mouvement. Ritter voudrait que le mouvement focalise *toute* son attention sur l'Irak en évitant de parler de problèmes plus « délicats » tels que le conflit israélo-palestinien, susceptibles de provoquer de la division. Mais il me paraît illusoire de penser que tout le monde au sein du mouvement antiguerre va accepter de laisser tomber la question israélo-palestinienne – surtout après la guerre livrée par les forces armées israéliennes au Liban et à Gaza en été 2006, dont l'échec pour les Israéliens a rendu incontournable une discussion élargie aux Etats-Unis sur la relation avec Israël. Autant il est essentiel de formuler des positions unitaires, autant il est indispensable de laisser chaque force politique s'exprimer en son propre nom.

Ritter pense que le mouvement devrait éviter de combiner ces questions mais je pense que dans certains contextes cela peut être une excellente chose. Par exemple, début 2006 une marche a été organisée à la Nouvelle Orléans sur le double thème de l'opposition à la guerre en Irak et à la politique désastreuse de « reconstruction » de la ville après l'ouragan Katrina. Les organisateurs, en faisant le lien entre ces deux thèmes, ont pu montrer à quel point les

⁵ Scott Ritter, "The Art of War for the Anti-War Movement", alternet.org, 1er avril 2006.

logiques de guerre sont intimement liées aux priorités du système social et économique en place. C'est une démarche qui plairait à Howard Zinn et qui va dans un sens assez pacifiste.

Et pourtant, à mon avis Ritter a raison de dire qu'il devrait y avoir plus d'unité au sein du mouvement. Il ne s'agirait pas d'une unité parfaite et absolue, mais il faudrait en tout cas une plus grande volonté de dépasser les clivages qu'il est possible de dépasser. Les anti-impérialistes radicaux de type ANSWER ne devraient pas consacrer tant d'énergie à dénoncer le Parti démocrate, au point de mépriser la collaboration avec des militants antiguerre qui préfèrent travailler au sein de ce parti. Dans mon expérience parmi les citoyens étatsuniens antiguerre en Europe, certains militants, au nom d'une opposition radicale à l'impérialisme, transforment la non association avec les Démocrates en principe dogmatique. Il est difficile de les convaincre qu'il peut y avoir des avantages pratiques dans la collaboration avec certaines forces électorales. On ne peut pas se permettre le luxe de négliger ces formes de collaboration lorsqu'elles font avancer des objectifs partagés par tous.